

PREMIER SEMESTRE 2020 : LA SITUATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL SE DÉGRADE

#132 | Novembre 2020

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés du pays de Brest à la fin du 1^{er} semestre 2020

(Évolution par rapport au 2nd semestre 2019)



73 %

des **chef-fe-s d'entreprise** déclarent un recul de leur chiffre d'affaires (-46 points en un an)
(source : CCIMBO Brest, Adeupa)



- 20,5 %

la baisse des **déclarations préalables à l'embauche** (-19,9 % en Bretagne)
(source : Urssaf) (contrat d'un mois minimum)

- 265

emplois salariés privés
(-0,3 % en un an ; -1,0 % en Bretagne)
(source : Urssaf)



En forte baisse :

- Hôtellerie-restauration
- Administration, santé, social
- Services administratifs et de soutien



6,4 %

de **taux de chômage** dans la zone d'emploi de Brest au 2^e trimestre 2020, soit -0,9 point en un an (6,3 % en Bretagne)
(source : Insee)



+ 25,9 %

de hausse du nombre de **demandeur-euse-s d'emploi** dans la catégorie A (+ 30,9 % en Bretagne)
+ 39,4 % pour les jeunes de moins de 25 ans

Source : Dares - Pôle emploi, STMT (données brutes - moyenne trimestrielle). Traitement Directe Bretagne



66 684 m²

autorisés en immobilier d'entreprise
- 30,1 % en un an
(source : Dreal - Sit@del)



866

logements autorisés
-16,6 % en un an
(source : Dreal - Sit@del)

Zoom sur

UN RECOURS GÉNÉRALISÉ À L'ACTIVITÉ PARTIELLE :

66,2 millions d'heures d'activité partielle autorisées en Finistère (au 7 juillet 2020)

68,5 % des salarié-e-s finistérien-n-s concerné-e-s (67,3 % en Bretagne)

(source : DGEFP/ASP; SI activité partielle, traitement Dares et Sese Bretagne ?)

Une crise aux effets amortis par les dispositifs gouvernementaux

La crise sanitaire et le confinement instauré au printemps ont influé sur la plupart des indicateurs économiques dans le pays de Brest. L'activité des entreprises a fortement ralenti, les embauches ont reculé, ainsi que la masse salariale versée aux salarié-e-s. Pour autant, les dispositifs de soutien de l'État comme l'indemnisation d'activité partielle, le prêt garanti par l'État ou le report de charges ont permis d'atténuer les effets sur l'emploi. Les collectivités territoriales ont aussi mis en place des dispositifs de soutien¹ et d'accompagnement de la relance².

À partir de mai, la reprise s'est faite progressivement, en deçà du niveau d'avant-crise et de manière hétérogène suivant les activités. En un an, la demande d'emploi a progressé de 3,2 % dans le pays de Brest : les jeunes sont les premières victimes de la dégradation de la situation.

¹ Fonds régional Covid-Résistance, exonération de loyers et du droit de terrasse, report de paiement de la taxe de séjour, etc.

² L'instance économique de concertation du bassin de Brest, créée en avril 2020, a vocation à mettre en œuvre les conditions pour la relance, en identifiant notamment des projets stratégiques pour l'économie locale.

Activité économique

Chute du chiffre d'affaires

Les entreprises du pays de Brest n'ont pas échappé à la baisse d'activité consécutive à la crise sanitaire et au confinement instauré au printemps, du 17 mars au 11 mai 2020. La part des dirigeant-e-s interrogé-e-s ayant enregistré un recul de leur chiffre d'affaires a bondi au 1^{er} semestre 2020 : 73 % contre 25 et 27 % pour les semestres précédents. L'incertitude qui plane sur les marchés freine les investissements et les recrutements.

Source : enquête de conjoncture CCIMBO-Adeupa

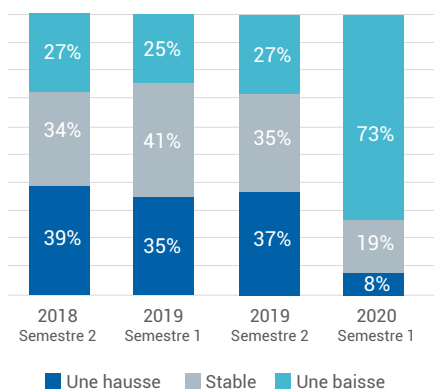
Baisse de la masse salariale

Au 2^e trimestre 2020, la masse salariale versée dans le pays de Brest a diminué de 12,2 % par rapport au 2^e trimestre 2019. Cette baisse est inférieure au niveau régional (-14 %), mais ce chiffre reste tout de même significatif. L'État français a fait le choix de recourir massivement au dispositif de chômage partiel pour éviter au maximum les inscriptions sur les listes de Pôle emploi. Comme à l'échelle nationale, tous les secteurs d'activités sont affectés par les effets du confinement.

C'est particulièrement le cas avec la fermeture des bars et restaurants qui a fortement influé ce secteur d'activité : la

masse salariale a diminué de 53 %, contre 58,1 % au niveau régional. Le commerce de détail est également touché, mais dans une moindre mesure (-17,5 %), les mesures de fermeture ne s'appliquant pas pour certaines activités jugées essentielles (surfaces alimentaires, pharmacies, etc.). Deux autres secteurs enregistrent une baisse supérieure à la moyenne : le bâtiment et travaux publics (-15,5 %) et le commerce de gros, transport et entreposage (-14,1 %). Comparativement à la situation régionale, le secteur industriel semble moins pâtir de la crise de la Covid, tout comme les services administratifs et de soutien.

Évolution du chiffre d'affaires

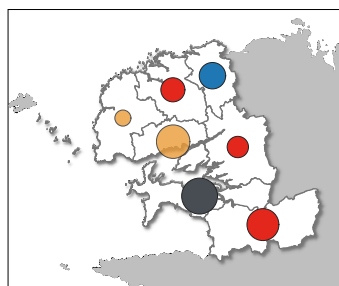
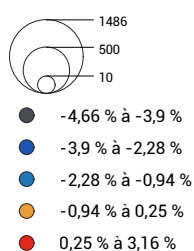


Source : enquête de conjoncture CCIMBO-Adeupa

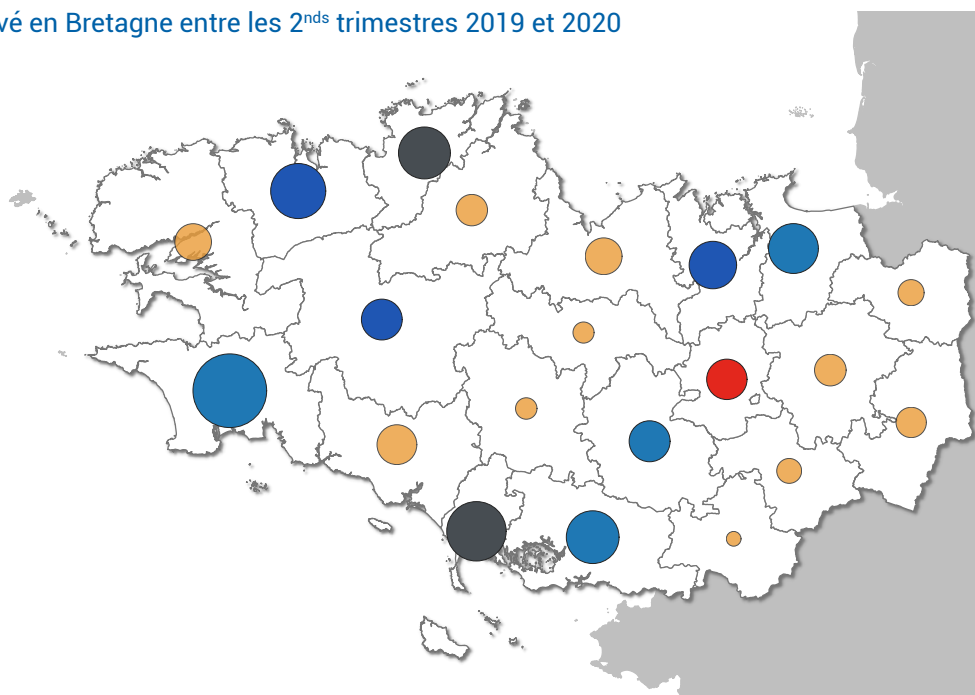
Un recours généralisé à l'activité partielle

Au 7 juillet 2020, plus de 66,2 millions d'heures d'activité partielle ont été accordées aux entreprises finistériennes, un volume qui apparaît sans précédent. Plus des deux tiers des salariés privés du département sont concernés par ce dispositif (68,5 % contre 67,3 % niveau régional). Le commerce, la construction, les activités scientifiques et techniques regroupent près de la moitié des salarié-e-s placé-e-s en activité partielle.

Des secteurs ont dû recourir très massivement à cette mesure. C'est le cas du secteur de l'hébergement et de la restauration, dont l'ensemble des effectifs sont concernés par le dispositif. L'industrie (hors agroalimentaire), les autres services et la construction ont aussi placé une grande partie de leurs salariés en activité partielle.

Variation de l'emploi salarié privé en Bretagne entre les 2nds trimestres 2019 et 2020Évolution de l'emploi salarié privé
(en volume et pourcentage)

Évolution régionale : -1 %

ADEUP
BREST - BRETAGNE

Source : Urssaf et traitement Adeupa

Timide recul de l'emploi
salarié privé

Dans un contexte difficile et en intégrant les mesures de soutien initiées par le gouvernement, les volumes d'emploi ont bien résisté. Dans le pays de Brest, la baisse reste limitée à -0,3 % : elle est sensiblement inférieure à celle constatée au niveau régional (-0,9 %) et national (-2,8 %). Sans surprise, le secteur de l'hôtellerie-restauration enregistre la plus forte érosion (-7,6 %), une tendance néanmoins moins marquée que celle relevée en Bretagne (-10,4 %). En revanche, la réduction de l'emploi dans l'administration-santé-social est plus forte localement que celle constatée au plan régional : -2,4 % contre -1 %.

D'autres secteurs semblent bénéficier d'un regain d'activité ; c'est notamment le cas pour l'agroalimentaire (+3,1 % contre -0,9 % en Bretagne) ou les activités spécialisées scientifiques et techniques (+3,2 % et +2,1 % en région).

L'emploi intérimaire a fortement chuté au 1^{er} trimestre 2020. Il a rebondi à la sortie de la période de confinement, porté par les missions intérimaires confiées par les secteurs de la construction et de l'industrie.

Chute du trafic portuaire et aéroportuaire

Conséquence de la crise sanitaire, le trafic passager de l'aéroport Brest Bretagne a chuté au 1^{er} semestre 2020, passant de 588 142 passager·ère·s à 219 841, soit -63 %. Toutes les lignes ont été concernées, à l'exception de Bordeaux (+1 032 passager·ère·s). Les vols vers Paris ont diminué de plus de moitié (-58 %). Les autres vols réguliers nationaux et vers l'Union européenne ont reculé respectivement de 61 % et 68 %. Les lignes régulières internationales comptabilisent moins de 1 700 passager·ère·s (-91,5 %). Enfin, les vols vacances sont en repli de 93 %.

Du côté du port de commerce de Brest, le trafic a continué de diminuer, atteignant

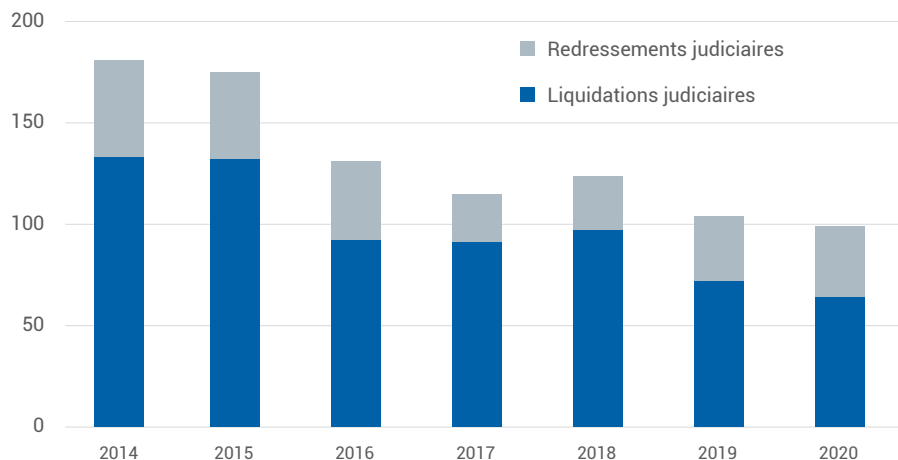
1,23 Mt au 1^{er} semestre 2020, soit -8 %. Le poste des vrac non agroalimentaires est en baisse de 24 %, s'expliquant principalement par le recul des échanges de sable, et, dans une moindre mesure, de ciment (conséquence d'un marché du BTP en berne).

Le trafic de matières premières agroalimentaires, 1^{er} poste du port, a légèrement progressé (+3 %). Les importations d'hydrocarbures ont diminué de 5 %. Le trafic conteneur est aussi en recul de 13 % (baisse des échanges de viandes congelées, de poudre de lait et absence de transactions de grumes).



© Brest métropole / Christelle Hall

1^{er} semestre - Redressements et liquidations judiciaires prononcés au Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



Source : Greffe du tribunal de commerce de Brest

Nombre limité des défaillances d'entreprises

Au 1^{er} semestre, 99 redressements et liquidations judiciaires sont comptabilisés dans le bassin de Brest (-5 % en un an). Les dispositifs mis en place par l'État ont certainement permis de limiter les procédures. Dans le secteur de la maintenance navale et industrielle, les Établissements Meunier, dont le siège est à Brest, ont été placés en redressement judiciaire.

Immobilier d'entreprise : recul des autorisations

66 684 m² ont été autorisés au 1^{er} semestre 2020, soit un recul de -30,1 % en un an. Le 2^e trimestre se caractérise par une faible activité, la période de confinement ayant eu un impact dans l'activité des entreprises et dans l'instruction des permis de construire. La baisse se fait au détriment des secteurs de l'industrie, de l'artisanat et de l'entreposage.

En revanche, grâce à des autorisations importantes en début d'année, le segment des bureaux affiche une belle dynamique sur le semestre (23 000 m² autorisés ; +22,9 % en un an). Le permis le plus important a été accordé au Shom pour la construction de son nouveau siège à Brest, au Bergot (4 383 m²). De la même manière, le secteur de l'hôtellerie est bien orienté avec plus de 10 000 m² autorisés. Deux permis importants ont été accordés : un projet au port de commerce à Brest, associant de l'hébergement hôtelier, des bureaux et commerces et un hôtel au Moulin-Blanc.

Des filières plus ou moins touchées

Tous les secteurs ont enregistré des baisses d'activité, dans des proportions néanmoins très différentes. Sans passer en revue l'ensemble des filières, voici quelques constats dans le pays de Brest.

Les secteurs de **l'agriculture** et de **l'agroalimentaire** ont été relativement plus épargnés. Dans **l'industrie**, la production est globalement repartie sous l'effet du déconfinement intervenu en mai.

L'activité brestoise de **réparation navale civile** a enregistré une forte baisse. En cale sèche, 7 navires ont été comptabilisés et 5 à quai, soit un total de 12 navires au 1^{er} semestre 2020, contre 33 un an plus tôt. Le nombre d'heures de grues a reculé de 45 %.

Dans le domaine des **énergies marines renouvelables**, Navantia a démarré l'activité

d'assemblage et de soudage de jackets des éoliennes sur le polder.

Le secteur du **tourisme** a été pénalisé par une avant-saison quasi inexistante. Les mois de juillet et août se sont révélés globalement positifs, grâce à la présence des clientèles françaises. L'épidémie a néanmoins de lourdes conséquences pour de nombreuses activités. Les secteurs de **l'événementiel**, de la **culture**, de **l'hébergement-restauration** sont particulièrement concernés, avec le report, voire l'annulation des grands événements et des rencontres professionnelles.

Du côté des **start-up**, il faut souligner les levées de fonds intéressantes réussies en 2020 dans le domaine du numérique et de la santé comme Move'N See (4 M€, robots caméramen), Kasiom (2 M€, médicaments pour des maladies auto-immunes) et Oso AI (4 M€, technologie de traitement des signaux sonores utilisant l'intelligence artificielle).



Marché de l'emploi

Forte progression de la demande d'emploi : les jeunes touchés de plein fouet

Le nombre de demandeur·euse·s d'emploi de catégorie A¹ est en progression de 25,9 % dans le pays de Brest, entre les 2^{es} trimestres 2019 et 2020. Cette évolution reste en deçà de la moyenne régionale (+30,9 %). Dans tous les territoires, ce sont les jeunes de moins de 25 ans les plus touchés (+39,4 % dans le pays de Brest). Des mesures pour faciliter l'insertion professionnelle des 16-25 ans ont été mises en place par l'État (plan « 1 jeune, 1 solution »), avec notamment un coup de pouce financier pour l'embauche des jeunes, ainsi qu'une prime et des modalités assouplies pour favoriser l'alternance.

Pour la demande d'emploi dans les catégories A, B et C, la hausse atteint 3,2 % en un an (+5 % en Bretagne). Un phénomène de bascule est observé avec un recul significatif des demandeur·euse·s d'emploi inscrit·e·s en catégorie B et C (activité réduite) vers la catégorie A (sans activité).

Au regard des évènements, les hausses constatées restent modérées en raison de la forte mobilisation de l'activité partielle : les entreprises ont pu réduire leur activité tout en conservant leurs salarié·e·s. La progression des inscriptions sur les listes de Pôle emploi correspond, avant tout, à des fins de missions d'intérim et de CDD

non renouvelés du fait du confinement. Les licenciements économiques, même s'ils sont en légère progression, restent limités.

Un taux de chômage en trompe-l'œil

Le taux de chômage² atteint 6,4 % dans la zone d'emploi de Brest au 2^e trimestre 2020, en net repli sur un an (-0,9 point). Selon l'Insee, « la baisse du taux de chômage résulte d'un fort recul du nombre de personnes sans emploi en recherche active d'emploi pendant la période de confinement. Cette dernière a en effet fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi sur la première partie du trimestre³ ».

Au niveau national, le taux de chômage a déjà bondi au 3^e trimestre pour passer de 7 à 9 %. D'après l'Insee, cette progression devrait se poursuivre et le taux pourrait atteindre 9,7 % en fin d'année.

¹ Catégorie A : demandeur·euse·s d'emploi tenu·e·s de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ce sont les personnes n'ayant pas du tout travaillé et recherchant un contrat quel qu'il soit. Catégorie B : demandeur·euse·s d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (≤ 78 heures au cours du mois). Catégorie C : demandeur·euse·s d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (> 78 heures au cours du mois).

² Pour calculer le taux de chômage, l'Insee utilise la définition du Bureau international du travail (BIT). Le-la chômeur·se est défini·e comme une personne âgée d'au moins 15 ans. Il ou elle doit être sans emploi (aucune activité exercée au cours de la semaine de référence), en recherche active d'emploi et être disponible dans un délai de deux semaines pour occuper un emploi.

³ Au deuxième trimestre 2020, un marché du travail sous l'influence du confinement, Informations rapides n° 203, Insee

CHIFFRES-CLÉS DANS LE PAYS DE BREST :



21 097

demandeur·euse·s d'emploi de catégorie A

(+25,9 % en un an ; +30,9 % en Bretagne)

33 189

demandeur·euse·s d'emploi de catégories ABC

(+3,2 % en un an ; +5 % en Bretagne)



Le profil le plus concerné par la hausse de la demande d'emploi en catégorie A :

LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS

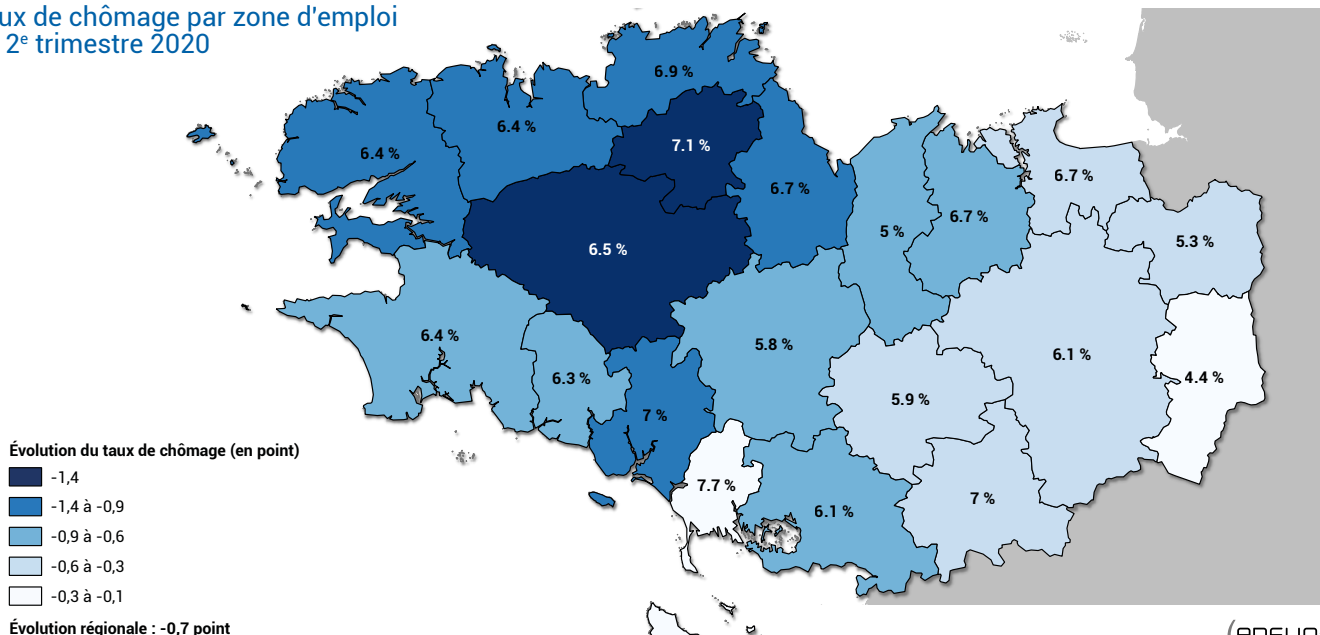
+39,4 %

Le profil le moins concerné :

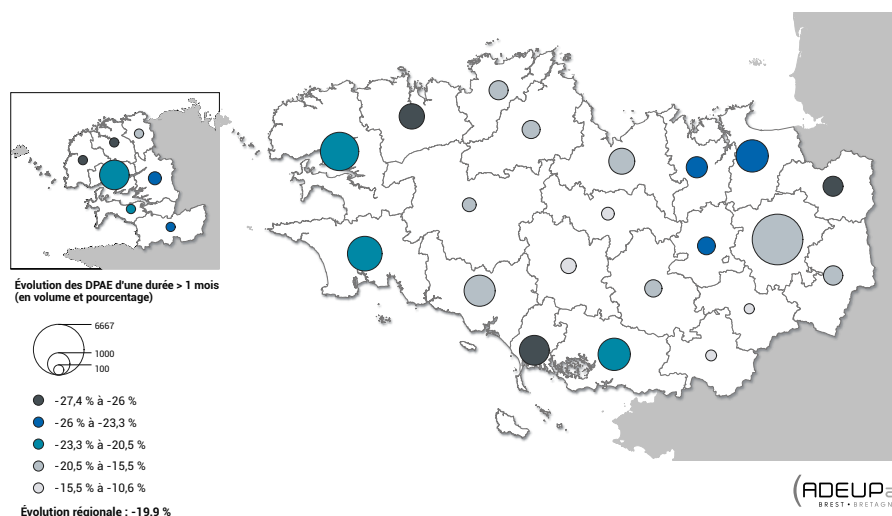
LES SENIORS

+16,5 %

Taux de chômage par zone d'emploi au 2^e trimestre 2020



Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) entre les 1^{ers} semestres 2019 et 2020 dans les pays bretons



Source : Urssaf et traitement Adeupa

Des embauches orientées à la baisse

En un an, le nombre de déclarations préalables à l'embauche pour les contrats d'une durée supérieure à un mois a reculé de 20,5 % dans le pays de Brest (-19,9 % en Bretagne). Ce repli représente 3 633 embauches en moins sur le semestre. Les secteurs les plus touchés sont l'hôtellerie-restauration (-33,3 %) et l'industrie (-27,5 %).

La baisse des embauches est constatée pour l'ensemble des contrats, qu'ils soient à durée indéterminée ou déterminée de plus d'un mois.

Ces chiffres illustrent le coup d'arrêt pour de nombreuses activités au moment du confinement et le fort ralentissement des recrutements. L'activité intérimaire a été immédiatement concernée. Dans des secteurs fortement recruteurs pour la saison estivale, les embauches ont été plus limitées que d'habitude et des contrats ont été raccourcis.

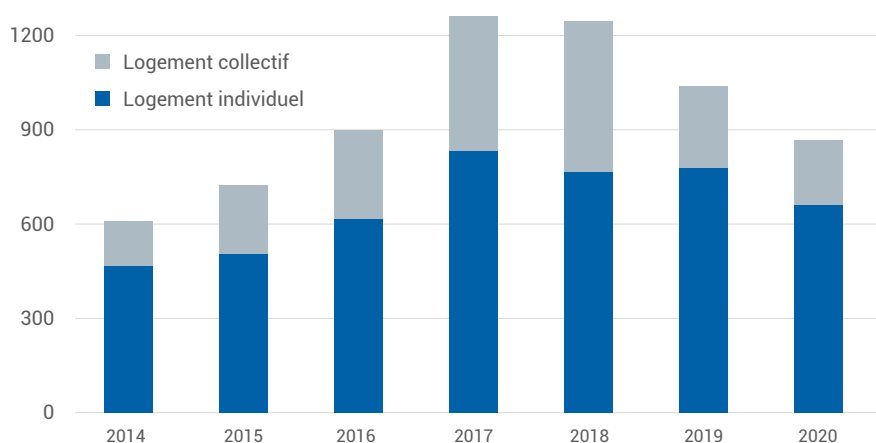
Les ménages

Permis de construire

866 logements ont été autorisés au 1^{er} semestre 2020 dans le pays de Brest, contre 1 038 un an auparavant (-16,6 %). Le repli est plus nuancé pour l'individuel

(-8,7 %) grâce à un volume important d'autorisations au cours du premier trimestre.

Nombre de logements autorisés dans le pays de Brest au 1^{er} semestre



Source : Dreal Sit@del

Hausse du niveau d'épargne des ménages

Les impacts de la crise sanitaire se traduisent par une forte baisse de la trésorerie des ménages tout au long du semestre. Le rebond constaté d'un recours aux crédits revolving qui pouvait être interprété comme un signe de bonne confiance en l'avenir tend à nouveau à se réduire. De plus, les autres crédits à la consommation progressaient en lien avec la bonne conjoncture économique depuis 2015 ; le premier semestre 2020 marque un coup d'arrêt à cette tendance.

Dans ce contexte, le niveau d'épargne des ménages, qui avait tendance à diminuer depuis la fin 2019, repart à la hausse à partir du mois de mars. Il peut être assimilé à une épargne de précaution dans un avenir incertain.

LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE DU PAYS DE BREST

Direction de la publication : Benjamin Grebot | Réalisation : Quentin Delaune, Nadine Le Hir, François Rivoal, Éric Stéphan (CCIMBO-Brest)

Traitements statistiques : Arnaud Jaouen | Mise en page : d'une idée à l'autre

Contact : ADEUPa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71
adeupa-de-brest@adeupa-brest.fr

Dépôt légal : novembre 2020 | ISSN : 2425-9608 | Réf : 20/179 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE

